



Gianni Infantino : « Je suis un président serein »

Elu à la tête de la Fifa en 2016, l'Italo-Suisse va vivre sa première Coupe du monde dans ses habits de patron.



LENA
LEADING — EUROPEAN
NEWSPAPER — ALLIANCE

ENTRETIEN
ZÜRICH
CORRESPONDANCE

Gianni Infantino est un homme stressé mais heureux. A dix jours du coup d'envoi de la Coupe du monde 2018 en Russie, le président de la Fifa affiche sa sérénité. Il se réjouit surtout que le jeu domine les craintes de débordements. Mais avant, l'Italo-Suisse va jouer gros, avec une semaine de réunion ponctuée par un Congrès qui désignera qui du trio Etats-Unis/Canada/Mexique ou du Maroc va accueillir la Coupe du monde 2026. Une décision aux enjeux énormes.

A quelques jours du début de la Coupe du monde, votre première en tant que président de la Fifa, êtes-vous serein ?
Je ne me fais aucun souci et je me réjouis de la fête. Il y a évidemment des défis, comme le combat contre le racisme ou l'utilisation, pour la première fois, de la vidéo (NDLR : Video Assistance Referee). Mais tout est prêt et l'événement s'annonce grandiose, avec des fans qui vont venir du monde entier. Il faut savoir que, après les Russes, ce sont les Américains qui ont acheté le plus de billets, suivis des Brésiliens, puis des Allemands. C'est très intéressant. Plus de la moitié des billets ont été vendus à l'étranger, alors qu'au départ, beaucoup pensaient que les fans ne se déplaceraient pas en Russie.

Ne craignez-vous pas des erreurs avec l'utilisation de la vidéo ?

Il y a deux ans, j'étais, je l'avoue, très sceptique. Mais j'ai changé d'avis, car nous avons étudié son utilisation sur plus de 1000 matchs officiels. Des faits sont apparus. Sans VAR, il y avait une faute d'arbitrage tous les trois matchs. Avec, il n'en restait plus qu'une tous les 19 matchs. Objectivement, c'est une aide à l'arbitrage. Tout ne va pas être réglé mais l'on ne va certainement pas assister à des erreurs grossières, comme un hors-jeu de trois mètres ou un penalty sifflé en dehors des 16 mètres.

Et la fluidité du jeu dans tout cela ?

C'était mon premier souci. Mais peut-être que nous avons une fausse impression de ce que la fluidité du jeu signifie. Nos études montrent, qu'en

moyenne, il fallait une minute pour corriger une erreur. En comparaison, les remises en jeu font perdre 7 minutes et les coups francs 6 minutes par match. C'est donc une minute bien investie, particulièrement dans une Coupe du monde.

Beaucoup craignent des débordements, en particulier en termes de racisme. Vous aussi ?

C'est un problème que l'on ne doit pas sous-estimer. Nous avons mis en place des procédures spécifiques, comme des observateurs qui vont rapporter les dérapages. Pour la première fois aussi, les arbitres auront la possibilité d'interrompre, voire de stopper un match, en cas de débordement. Nous espérons que ce ne sera pas le cas. Mais si cela devait arriver, ce serait un message clair.

Et le hooliganisme ?

Là également, je suis confiant vu le niveau de préparation. Celle-ci a été minutieuse et je tiens à remercier les autorités de tous les pays qui y ont étroitement collaboré, en toute discrétion. Je sais que nous avons fait tout ce qui était possible. Ce sont des risques mais je suis certain que, dès le premier coup d'envoi, l'attention va se focaliser sur Messi, Ronaldo, Neuer, Neymar ou Rodriguez qui vient de marquer contre l'Espagne.

Avant la compétition, le Congrès va désigner l'hôte de la Coupe du monde 2026. La campagne a été rude, avec beaucoup d'intox, jusqu'à la décision récente de la task-force de présenter les deux candidatures, celle du trio Etats-Unis/Canada/Mexique et celle du Maroc. Le regrettez-vous ?

Notre travail est de faire en sorte que le processus de candidature soit correct. C'est ce que nous avons fait. Je pense qu'il a été transparent et qu'il peut servir d'exemple à beaucoup de sports dans le monde. Nous avons tenu compte de toutes les recommandations du rapport Garcia (NDLR : enquête sur les attributions des Mondiaux 2018 et 2022 à la Russie et au Qatar). La fin du processus, ce sera le 13 juin par le vote du Congrès.

Mais vous avez été souvent critiqué, accusé de vouloir exclure le Maroc avant même le vote !

La réalité montre que le processus a été très clair depuis le début. Je sais de par

mon expérience à l'UEFA que chaque candidature doit d'abord passer un examen technique. Il faut que l'on soit sûr que la compétition puisse réelle-

ment se tenir dans un pays. Sinon, c'est aussi nous que l'on va critiquer. Si nous ne le faisons pas, chacun pourrait présenter sa candidature devant le Congrès. Nous pourrions avoir en course des pays comme Andorre ou le Liechtenstein. Nous avons besoin d'un rapport réalisé par des professionnels qui disent si, oui ou non, une candidature est éligible. C'est aussi le rôle du président de la Fifa de défendre la procédure en place. Après, quand la campagne démarre, il est de bonne guerre de défendre ses positions.

N'était-ce pas une manière de vous mettre la pression ?

Je ne ressens aucune pression et la task-force n'en a pas non plus ressenti. Les rumeurs qui affirmaient que la procédure n'était là que pour exclure le Maroc étaient simplement fausses. Nous devons suivre des règles. Sinon, un processus de candidature est inutile.

Vous mettez en avant les éléments techniques. Mais la politique est aussi entrée dans le jeu. Il y a eu, par exemple, la mise en garde de Donald

Trump, le président américain, envers les pays que les Etats-Unis soutiennent économiquement. Ou alors les multiples visites du roi du Maroc partout autour de la planète. Comment voyez-vous cette intrusion ?

Il faut faire la part des choses. Si nous ne sommes pas capables de résister à la pression, il faut changer de travail. Nous devons continuer de faire ce qui est juste. C'est pour cela qu'un rapport technique est nécessaire. Il se base sur des faits.

Néanmoins les pressions politiques sont une réalité. Comment pensez-vous que les fédérations nationales vont agir durant le Congrès ?

J'espère qu'elles vont analyser le rapport et décider en fonction de ce qu'elles estiment bon pour le football. Je suis peut-être naïf. Mais je défends le système que nous avons mis en place. Ce que je dis à chacun, c'est : « Lisez le rapport et décidez en fonction de ce que vous pensez bon pour le football et son développement ». Dans le cas contraire, ce ne serait qu'une décision

de géopolitique mondiale. Mais nous parlons de sport, de Coupe du monde, de joie. Nous ne devons pas nous prendre trop au sérieux. Evidemment, certains utilisent le football pour d'autres intérêts, y compris politiques. Mais cela fait partie de la vie, de la manière dont fonctionne le monde. On doit vivre avec la récupération du football, même si je ne suis pas d'accord.

Une Coupe du monde au Qatar à 48 est évoquée pour 2022 déjà. Est-ce réaliste ?

La demande est venue de la Conmebol (NDLR, Confédération sud-américaine) qui souhaitait plus de représentants. Nous en discutons. C'est ma ma-

nière de voir ma fonction. Lorsqu'une demande arrive, je ne peux pas simplement fermer la porte. Nous devons en parler, savoir si ce serait possible pour le Qatar ou non.

Mais y aurait-il suffisamment de stades pour 48 équipes ?

Non, clairement. Il faudrait d'autres stades. C'est pour cela que je dis que ce n'est pas encore fait.

Quand est-ce que la décision sera prise ?

Au plus tard au Congrès de 2019.

En même temps qu'une possible ré-élection. A ce propos, allez-vous briguer un nouveau mandat ?

Je sais ce que je vais faire, mais je ne vais pas vous le dire maintenant. ■

**Propos recueillis par
PATRICK OBERLI
(Tribune de Genève)**

**« On doit
vivre avec
la récupération
du football,
même si je ne suis
pas d'accord. »**

GIANNI INFANTINO

De l'UEFA à la Fifa

Né en Suisse de parents italiens, Gianni Infantino entre à l'UEFA en 2000 et gravit les échelons de la fédération européenne jusqu'à s'en voir confier le poste de directeur général par le président Platini en 2009. Entre autres réalisations, il faut lui reconnaître l'érection du code de fair-play financier pour les clubs et l'extension de la phase finale de l'Euro à 24 clubs. Fin 2015, il profite de la mise à l'écart de Blatter et de la suspension de Platini pour se faire élire à la présidence de la Fifa.